

## LE 29 JANVIER, TOUTES ET TOUS DANS LA RUE !

### **Communiqué du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP)**

La crise financière, économique, sociale et écologique actuelle est le résultat des politiques de dérégulations menées depuis plus de vingt ans. Elle est inhérente au capitalisme néolibéral qui a mis en place la mondialisation pour domestiquer le salariat dans nos pays et asservir les pays du Sud. Tous les dogmes sur lesquels s'appuyaient les tenants du néolibéralisme ont volé en éclat : le libre-échange qui devait permettre un développement économique harmonieux, et qui en réalité a séparé encore plus le Nord et le Sud, creusant les inégalités entre les riches et les pauvres ; la libre-concurrence qui devait faire baisser les prix et favoriser l'emploi, et qui en réalité n'a été qu'un mythe ; l'autorégulation des marchés financiers qui devait assurer une « allocation optimale » des investissements, et qui en réalité est démentie quotidiennement par la crise financière ; la « déréglementation » du « marché » du travail dont on nous assurait qu'elle était la seule voie pour retrouver le plein-emploi, et qui en réalité n'a servi qu'à organiser et maintenir le chômage de masse et la précarité...

Les citoyens ne doivent pas continuer à payer pour ceux qui s'enrichissent par l'exploitation du travail et la spéculation financière !

Le M'PEP appelle tous les citoyens à participer aux rassemblements et manifestations organisés dans le pays par l'ensemble des organisations syndicales le jeudi 29 janvier. Cette journée de mobilisation générale doit marquer le début d'une offensive pour contrer les politiques des classes dirigeantes relayées par le gouvernement et le Medef.

En effet le gouvernement, sous prétexte de sauver l'économie, est en train d'utiliser l'argent public pour sauver les capitaux investis par les classes dirigeantes dans les banques et les grandes entreprises multinationales. Pendant ce temps, le Medef poursuit son action de démolition du code de travail, de précarisation des travailleurs, de désindustrialisation du pays.

Non seulement aucune des mesures prises par le gouvernement ne remet en cause le capitalisme néolibéral – à l'origine de la crise – mais elles visent à utiliser l'Etat pour sauver le capitalisme. Dans ce but, le gouvernement n'hésite pas à brûler aujourd'hui ce qu'il adorait hier, comme par exemple le « Pacte de stabilité » et les critères de Maastricht relatifs à l'endettement public, ou encore la « règle d'or » de l'indépendance de la Banque centrale européenne qui n'est plus qu'un souvenir à évoquer dans les manuels scolaires. C'est dire si toutes les affirmations péremptoires de ces dernières années sur la nécessaire « discipline » budgétaire n'étaient qu'une vulgaire propagande, propre à justifier les politiques drastiques en matière sociale et surtout le démantèlement des services publics.

### **Les faux « plans de relance »**

Alors qu'il faudrait une transformation radicale du mode de production permettant de sortir du capitalisme néolibéral pour protéger l'environnement, le plan de « relance » du gouvernement vise notamment à aider une industrie automobile qui n'a fait aucun effort sérieux afin d'engager des recherches pour des moteurs propres. Les salariés de cette branche industrielle, y compris ceux des entreprises sous-traitantes, ont été jetés au chômage technique pendant plusieurs semaines, perdant ainsi une part significative de leurs revenus. Ce gouvernement, qui refuse le seul plan de relance qui serait efficace – l'augmentation de la consommation populaire et soutenable – relance au contraire les projets d'autoroute sans remettre en état et développer le réseau ferroviaire et le ferroutage. Il est vrai – sauf à verser dans la démagogie – qu'aucune relance durable de la

consommation n'est possible sans prendre des mesures protectionnistes, décision que le gouvernement refuse de prendre.

Le M'PEP luttera avec les citoyens pour le démantèlement du capitalisme financier en nationalisant sous contrôle démocratique le système bancaire, financier et les assurances, en réintroduisant le contrôle des changes et des capitaux, en supprimant les paradis fiscaux, en allant vers la fermeture des Bourses...

## Un « bouclier social »

Un « bouclier social » doit être mis en place pour protéger la population de la crise par une protection sociale digne de ce nom, l'augmentation des salaires, le droit « opposable » à l'emploi qui serait indus dans une refonte progressiste du Code du travail, le droit à la santé, de grands services publics qui assurent l'égalité de traitement sur le territoire (santé, transports, éducation, poste, énergie, culture...).

Ces mesures doivent être financées par l'inversion du partage de la valeur ajoutée. L'OCDE en effet reconnaît « un recul significatif de la part des salaires dans la valeur ajoutée ». En France, la part des salaires est passée de 66,2 % à 57 % entre 1976 et 2006, soit une baisse de 9,2 points. En 2007, le PIB français était de 1 868 milliards d'euros. La baisse de 9,2 points correspond à 172 milliards d'euros qui sont passés, chaque année, des poches du travail à celles du capital. Pour redresser la part des salaires dans la valeur ajoutée, outre l'augmentation directe des salaires, il faut notamment : supprimer les exonérations de cotisations sociales patronales, les « niches » fiscales, les paradis fiscaux, et augmenter les impôts sur le capital...

La récupération d'une partie de ces 172 milliards d'euros permettra le financement de plus de 3 millions d'emplois (pour 127 milliards d'euros) dans la sphère non-marchande (fonctions publiques d'Etat, hospitalière, territoriale ; associations ; syndicats ; mutuelles ; entreprises et groupements de fait à but non lucratif) dans le cadre du droit opposable à l'emploi qui éradiquera totalement le chômage. Ils seront destinés à satisfaire les besoins individuels et collectifs de la population dans les domaines de l'environnement, de l'aide aux familles et aux personnes seules, de la culture, de la sécurité urbaine et routière, du développement local, de nouvelles activités liées à la citoyenneté et à la vie démocratique, éducation, logement, santé, transports...

Un bouclier environnemental doit voir le jour pour immuniser l'environnement de la crise par des politiques publiques nationales, européennes et internationales adaptées. Pour cela il est nécessaire d'investir massivement dans l'efficacité énergétique, les transports publics peu émetteurs de carbone, les énergies renouvelables, la protection, l'entretien, la réparation de l'environnement, l'éducation, les équipements publics, le logement, l'agriculture soutenable...

## Contre le libre-échange, pour des mesures protectionnistes

Le libre-échange a permis au capitalisme de mettre en concurrence les travailleurs du monde entier. Il doit être supprimé et remplacé par des mesures protectionnistes dans le cadre universaliste de la Charte de La Havane de 1948. C'est le seul moyen de protéger les acquis sociaux dans nos pays et les promouvoir dans les pays du Sud. C'est pourquoi la sortie de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'impose, afin de bâtir un nouvel ordre économique international avec les pays qui préfèrent la coopération mutuellement avantageuse à la « conquête » des marchés chez les autres.

De la même manière, une véritable union des peuples et nations d'Europe doit être construite sur les décombres de l'Union européenne actuelle dont il faut sortir.

Ces luttes sociales qui se développent, pour se donner toutes les chances de succès, doivent avoir une perspective politique. Celle-ci existe ! Elle réside dans le « Front de gauche » en cours de constitution, qui permettra aux citoyens de sanctionner à la fois l'eurolibéralisme et les dirigeants politiques nationaux qui en ont été les complices, mais aussi de soutenir les listes qui proposeront le rejet du Traité de Lisbonne et une véritable union de tous les peuples et nations d'Europe.